



Quatorzième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 54 de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES AU PERSONNEL

- a) Répartition géographique du personnel du Secrétariat
- b) Proportion des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
- c) Autres questions relatives au personnel

Projet de rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Niaz A. NAIK (Pakistan)

1. De sa 738ème à sa 743ème séance, la Cinquième Commission a examiné le point 54 de l'ordre du jour : Questions relatives au personnel.

- a) Répartition géographique du personnel du Secrétariat
- b) Proportion des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée

2. Le thème principal du débat a été l'examen des progrès accomplis dans l'année écoulée (1er septembre 1958 - 31 août 1959) vers un équilibre numérique dans la répartition des postes du Secrétariat entre les diverses nationalités, mais, comme aux sessions précédentes, la Commission s'est occupée aussi de la question connexe de la répartition géographique des postes aux différents échelons. Ces deux questions, ainsi que celle de la proportion des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée, ont été envisagées comme un tout.

3. En faisant le point des progrès accomplis au cours de l'année considérée, les délégations ont reconnu volontiers que le Secrétaire général avait à surmonter de nombreuses difficultés. Le paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte imposait des obligations précises et, si l'on avait, à juste titre, fait remarquer dans le passé qu'aucun Etat Membre ou groupe d'Etats Membres n'avait un monopole des compétences, il ne s'ensuivait pas que l'Organisation pouvait recruter des personnes qualifiées sur simple demande. Le Secrétaire général ne pouvait rien changer à la situation lorsque les Etats Membres, notamment certains de ceux qui,

/...

proportionnellement, étaient peu représentés au Secrétariat se trouvaient dans l'impossibilité de se passer de personnes qualifiées qui pourraient entrer au Secrétariat. Dans certains cas, les gouvernements ne pouvaient même pas désigner de candidats. Il était à noter aussi qu'hormis les raisons historiques qui, dans les premiers temps de l'Organisation, avaient entraîné un grave déséquilibre dans la représentation des différentes nationalités au Secrétariat, l'augmentation du nombre des postes autorisés entre 1955 et 1959 n'était pas allée de pair avec l'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation et les effectifs de la catégorie des administrateurs étaient restés stables pendant ces deux dernières années. Si souhaitable que cela fut à d'autres égards, l'amélioration de la répartition géographique s'en trouvait retardée. Pour rétablir l'équilibre, il aurait fallu que des fonctionnaires qualifiés fussent licenciés pour des raisons de répartition géographique, ce à quoi le Secrétaire général avait eu raison de ne pas vouloir se résoudre. Compte tenu de tous ces facteurs, le Secrétaire général pouvait raisonnablement prétendre que dans l'administration d'un personnel qui, en novembre 1959, comprenait 73 nationalités différentes, il avait appliqué dans une large mesure les dispositions de la Charte.

4. Pour d'autres délégations, la situation ne s'était guère améliorée pendant l'année écoulée puisqu'il restait encore 19 pays qui n'avaient pas de représentants au Secrétariat ou dont les ressortissants occupaient un nombre de postes inférieurs au minimum souhaitable. Il n'y avait aucune justification à voir dans l'efficacité et dans l'équilibre de la répartition géographique deux exigences contradictoires. Le paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte prévoyait une harmonieuse conjugaison de deux éléments et, il suffisait de l'observer strictement pour enlever à la compétence et à l'efficacité le poids exagéré qu'on leur donnait actuellement et pour offrir à tous les Etats Membres la possibilité de désigner des candidats possédant les qualités voulues. Il était indispensable que tous les peuples, toutes les cultures et toutes les formes de gouvernement soient "représentés" pour que le Secrétariat devienne vraiment objectif et que son activité corresponde non pas aux intérêts de certains mais aux intérêts de tous les Etats Membres. A cette fin, l'Assemblée générale avait recommandé en 1957 [résolution 1097 (XI) et 1226 (XII) du 27 février et du 14 décembre 1957 respectivement] que, lorsqu'on

/...

engagerait de nouveaux fonctionnaires, à quelque échelon que ce soit, la préférence voulue soit donnée aux nationalités qui, proportionnellement, seraient peu représentées au Secrétariat. Les statistiques les plus récentes (A/C.5/784) montraient que l'on n'avait pas fait grand-chose pour donner effet à cette recommandation. Pendant l'année passée, 20 seulement des 84 nominations nouvelles avaient été faites au bénéfice de nationalités répondant à cette définition, tandis que les nationaux de 14 pays qui avaient déjà dépassé le "nombre de postes souhaitable" avaient bénéficié de 19 nominations, y compris 3 nominations à des postes élevés. Pourtant, l'Assemblée générale avait expressément prié le Secrétaire général, à la session précédente, de s'efforcer d'améliorer la répartition géographique des postes du Secrétariat "en accordant une attention particulière aux postes les plus élevés" [résolution 1294 (XIII) du 5 décembre 1958]. Il fallait manifestement trouver un remède qui permette de se rapprocher sans retard d'un équilibre entre les différentes régions et nationalités. En particulier, il était souhaitable : a) de ne recruter désormais que des ressortissants d'Etats Membres qui n'ont pas encore atteint "le nombre de postes souhaitable", et b) de ne plus faire de nominations à titre permanent et de ne nommer de nouveaux fonctionnaires que pour une durée déterminée. Non seulement cela permettrait de rétablir l'équilibre géographique mais aussi, moyennant un système de rotation, les Etats Membres auraient ainsi la possibilité d'envoyer au Secrétariat un certain nombre de leurs nationaux pour qu'ils y acquièrent, pendant une période de service de durée limitée, la connaissance et l'expérience nécessaires des travaux de l'Organisation.

5. L'idée de renoncer au système de nominations à titre permanent n'a pas recueilli l'approbation générale, encore que certains représentants, tout en y étant opposés, se soient déclarés favorables à une augmentation modérée de la proportion des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée par rapport à ceux qui sont nommés à titre permanent (cette proportion s'établit actuellement à 16 pour 100). Néanmoins, il fallait continuer de recruter un certain nombre de fonctionnaires à titre permanent, afin de maintenir un rapport satisfaisant entre les deux catégories. Il y aurait peut-être lieu aussi d'instituer une révision plus rigoureuse des nominations à titre permanent, à savoir ne plus se contenter d'un seul examen après cinq ans de service et prévoir d'autres examens périodiques tout au long de la carrière des intéressés.

/...

6. Certaines délégations ont attiré particulièrement l'attention sur la situation, peu satisfaisante à leur avis, qui existait en ce qui concerne les postes de direction au Secrétariat, situation dont la Commission avait déjà parlé (dans un contexte plus limité) à propos de l'action de l'ONU dans le domaine de l'information (A/4301, paragraphes 28 et 29). Les postes en question se répartissaient comme suit :

	<u>Ressortissants de pays de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale</u>	<u>Ressortissants de pays de toutes les autres régions</u>
Postes d'administrateur général et postes plus élevés	70	35
Postes d'administrateur hors classe	92	47

7. On a fait observer aussi que s'il était évidemment nécessaire d'améliorer la répartition géographique dans le cas des ressortissants des pays de certaines régions, il ne fallait pas que le problème fût envisagé seulement du point de vue régional. Pour le continent africain, par exemple, deux pays avaient dépassé "le nombre de postes souhaitable", tandis que quatre autres n'avaient pas de représentants au Secrétariat. Dans ce cas, il y avait déséquilibre à la fois pour la région toute entière et pour certaines nationalités. Dans d'autres cas, des inégalités entre nationalités d'une même région coexistaient peut-être avec un équilibre régional satisfaisant.

8. Plusieurs représentants ont proposé que, pour fixer le "nombre de postes souhaitable", on tienne compte de facteurs autres que les facteurs purement mathématiques. D'ailleurs, les comparaisons entre Etats Membres seraient plus valables si la différence entre la limite minima et la limite maxima était réduite. En outre, on pourrait soit fixer un "nombre de postes souhaitable" distinct pour les postes d'administrateur hors classe et les postes plus élevés, soit prévoir un système de points analogues à celui qui est en vigueur à l'UNESCO pour déterminer l'importance relative des postes.

9. Deux délégations ont été d'avis que le principe de la répartition géographique devait être appliqué non seulement au stade du recrutement, mais aussi à l'occasion des promotions, ce qui permettrait d'améliorer l'équilibre dans la répartition des

/...

postes élevés. D'autres représentants cependant, tout en reconnaissant l'intérêt de cet équilibre, ont fait observer qu'il serait inéquitable de tenir compte de la nationalité pour décider des promotions. La nationalité était un élément étranger à ne pas prendre en considération au moment de l'examen de la qualité du travail d'un fonctionnaire. Ce serait injuste pour le fonctionnaire et préjudiciable à l'Organisation que l'on en vienne à refuser pour des raisons de nationalité une promotion méritée.

10. A sa 742ème séance, la Commission a examiné le projet de résolution dont le texte est reproduit ci-après (A/C.5/L.584), et qui avait pour auteurs les délégations de l'Arabie Saoudite, du Japon et de la République arabe unie.

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la répartition géographique du personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/784),

Notant avec satisfaction que, pendant l'année 1959, un certain progrès a été accompli en ce qui concerne la mise en oeuvre de ses résolutions 1097 (XI) du 27 février 1957, 1226 (XII) du 14 décembre 1957 et 1294 (XIII) du 5 décembre 1958,

Notant en outre que le Secrétaire général va poursuivre ses efforts en vue de hâter la réalisation d'une répartition géographique équitable du personnel du Secrétariat de l'Organisation,

Reconnaissant que, sans une représentation régionale et culturelle satisfaisante aux échelons de direction du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, les fins de la Charte ne peuvent être servies comme il convient,

1. Recommande :

- a) Que lors du recrutement du personnel du Secrétariat, priorité soit donnée aux candidats des Etats Membres qui ne comptent pas de ressortissants parmi le personnel ou qui en comptent un nombre proportionnellement trop faible;
- b) Que les vacances de postes élevés du Secrétariat de l'Organisation soient pourvues, dans toute la mesure du possible, par des candidats qualifiés représentant les régions géographiques et les grandes cultures qui ne sont pas, ou pas suffisamment, représentées dans ces postes-clé;

/...

- c) Qu'il soit procédé, chaque fois que cela est possible, à des échanges de personnel plus nombreux entre le Siège et les bureaux extérieurs de l'Organisation;
- d) Que les efforts du Secrétaire général en vue d'augmenter le nombre des fonctionnaires du Secrétariat nommés pour une durée déterminée soient poursuivis et encouragés;

2. Prie le Secrétaire général de rendre compte à l'Assemblée générale, à sa quinzième session, des progrès accomplis à cet égard.

11. Le représentant de la République arabe unie a déclaré que, dans l'espoir de recueillir l'unanimité pour leur texte, les auteurs du projet de résolution commun avaient renoncé à y introduire un paragraphe concernant les rapports entre répartition géographique et avancement, bien que plusieurs délégations en eussent parlé.

12. Le représentant des Pays-Bas a proposé les amendements suivants :

- a) A la fin du troisième alinéa du préambule, ajouter les mots "dans le cadre des dispositions de l'Article 101 de la Charte";
- b) A l'alinéa b) du paragraphe 1 du dispositif, ajouter le mot "qualifiés" après le mot "candidats".

Les auteurs ont accepté ce dernier amendement; en ce qui concerne le premier, ils ont consenti à en exprimer l'essentiel en ajoutant, au début du préambule, un nouvel alinéa ainsi conçu : "Rappelant les dispositions de l'Article 101 de la Charte,".

13. Le représentant de l'Ethiopie a proposé d'ajouter, après l'alinéa b) du paragraphe 1, un nouvel alinéa c) qui se lirait comme suit : "c) que des mesures constructives soient prises en vue d'appliquer le principe d'une répartition géographique satisfaisante tant pour le recrutement que pour l'avancement des fonctionnaires du Secrétariat;".

14. Le représentant du Secrétaire général a rappelé à la Commission qu'à la douzième session de l'Assemblée, les membres de la Commission avaient généralement admis que l'on ne pouvait, en toute équité, invoquer le principe de la répartition géographique pour faire obstacle à une promotion et que le mérite seul devait être le critère décisif pour l'avancement des fonctionnaires (A/3797, paragraphe 36)^{1/}.

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, annexes, point 51 de l'ordre du jour.

Les questions concernant l'avancement des fonctionnaires étaient de la compétence du Secrétaire général. Dans le système en vigueur, les promotions reposaient exclusivement sur le mérite et l'ancienneté; si l'on devait tenir compte d'autres considérations, on risquerait d'empêcher la promotion de certains fonctionnaires qualifiés, ce qui non seulement serait une injustice, mais encore rendrait le système d'avancement impossible à appliquer dans la pratique.

15. En retirant son amendement, le représentant de l'Ethiopie a déclaré que s'il insistait sur l'importance de la répartition géographique, cela ne signifiait pas qu'il méconnaissait la considération dominante énoncée au paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte, ni qu'il songeait à empiéter aucunement sur les prérogatives du Secrétaire général.

16. Le vote sur le projet de résolution (A/C.5/L.584) tel que ses auteurs l'avaient modifié a donné les résultats suivants :

	<u>Pour</u>	<u>Contre</u>	<u>Abstentions</u>
Paragraphe 1 a) du dispositif	53	0	5
Paragraphe 1 b) du dispositif	57	0	3
Paragraphe 1 c) du dispositif	46	0	14
Ensemble du projet de résolution modifié	59	0	2

Recommandation de la Commission

17. En conséquence, la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution joint au présent rapport.

Autre décision de la Commission

18. A sa 743ème séance, la Commission a décidé de prendre note du rapport du Secrétaire général (A/C.5/785) sur la proportion des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée.

c) Autres questions relatives au personnel

19. A sa 743ème séance, la Commission a pris note du rapport sur les définitions concernant les personnes à charge (A/C.5/780), dans lequel le Secrétaire général recommandait de conserver les définitions en vigueur sous réserve des retouches que l'expérience pourrait justifier.

/...

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU PERSONNEL DU SECRETARIAT DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

L'Assemblée générale,

Rappelant les dispositions de l'Article 101 de la Charte,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la répartition géographique du personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/784),

Notant avec satisfaction que, pendant l'année 1959, un certain progrès a été accompli en ce qui concerne la mise en oeuvre de ses résolutions 1097 (XI) du 27 février 1957, 1226 (XII) du 14 décembre 1957 et 1294 (XIII) du 5 décembre 1958,

Notant en outre que le Secrétaire général va poursuivre ses efforts en vue de hâter la réalisation d'une répartition géographique équitable du personnel du Secrétariat de l'Organisation,

Reconnaissant que sans une représentation régionale et culturelle satisfaisante aux échelons de direction du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, les fins de la Charte ne peuvent être servies comme il convient,

1. Recommande :

- a) Que lors du recrutement du personnel du Secrétariat, priorité soit donnée aux candidats qualifiés des Etats Membres qui ne comptent pas de ressortissants parmi le personnel ou qui en comptent un nombre proportionnellement trop faibles;
- b) Que les vacances de postes élevés du Secrétariat de l'Organisation soient pourvues, dans toute la mesure du possible, par des candidats qualifiés représentant les régions géographiques et les grandes cultures qui ne sont pas, ou pas suffisamment, représentées dans ces postes-clé;
- c) Qu'il soit procédé, chaque fois que cela est possible, à des échanges de personnel plus nombreux entre le Siège et les bureaux extérieurs de l'Organisation;
- d) Que les efforts du Secrétaire général en vue d'augmenter le nombre des fonctionnaires du Secrétariat nommés pour une durée déterminée soient poursuivis et encouragés;

2. Prie le Secrétaire général de rendre compte à l'Assemblée générale, à sa quinzième session, des progrès accomplis à cet égard.